

DES ANNÉES 2020

aux défis qui l'attendent ?

Il faut pratiquement cumuler les augmentations de réserves des cinq années 2009 à 2013 pour obtenir une moyenne annuelle de renouvellement qui demeure quand même inférieure à la production annuelle commercialisée en 2013. Nous ne disposons pas de données précises sur ces augmentations par pays, mais il semble que plus de 50% des augmentations de réserves correspondent à des réévaluations de réserves existantes et non à de nouvelles découvertes.

Cela correspond à la meilleure preuve que les réserves conventionnelles sont en cours d'épuisement, avec de simples et courtes périodes d'accroissement du fait de l'amélioration des taux de récupération, ponctuées bien

gaz de schiste aux Etats-Unis :

1- Arrêt de l'importation du GNL sur au moins 20 ans.

2- Réduction de la compétition avec le GNL du Moyen-Orient avec des prix modérés et accroissement de l'utilisation du gaz avec implications environnementales positives.

3- Combattre le monopole du Forum des pays exportateurs de gaz à long terme et la position dominante de la Russie comme mono-fournisseur de gaz à l'Europe.

4- Réduire la part de marché russe en Europe de l'Ouest de 27% en 2009 à 13% en 2040, et par conséquent leur poids politique à travers l'énergie.

5- Réduire la part de l'offre mondiale en gaz de

question, la plus simple mais la plus importante, car prévenir c'est guérir. Oui la situation était prévisible puisqu'on n'en est pas à la première crise pétrolière qu'elle soit baissière ou haussière, l'une étant toujours suivie par l'autre après une phase dont la durée devient de plus en plus courte (quelques années).

On a l'impression que les politiques de développement ne visent plus que le court terme, ou tout au plus le moyen terme, alors que les objectifs en matière de régulation, de réflexion, d'analyse, de stratégies de développement à construire et à mettre en œuvre devraient viser le long terme.

Penser et travailler au quotidien c'est oublier l'avenir et inévitablement être dans l'incapacité de répondre aux problèmes et défis futurs. C'est ainsi qu'on se retrouve souvent face à des situations et des revendications impossibles à assurer qu'elles soient légitimes ou non. Pour le long terme, l'Etat devrait créer en premier lieu en son sein une véritable cellule de crise qui devrait dérouler tous les scénarios possibles et en déduire les actions à entreprendre à commencer par tenir un langage sincère avec le citoyen, l'informer, le faire participer, pour le sensibiliser parce que si celui-ci est convaincu et amené à contribuer à la lutte contre le gaspillage, il sera possible de faire effectivement d'énormes économies.

Dans l'immédiat, l'Etat doit à mon avis réduire, ou au moins envisager de le faire dans un délai assez rapproché, toutes les dépenses qui ne sont pas destinées à rapporter une valeur ajoutée :

- Réduire en premier lieu et à titre d'exemple le train de vie des institutions étatiques.

- Coupes budgétaires dans les programmes ou

secteurs et des infrastructures formidables, mais, hélas, sans aucun retour au point de vue production de nouvelles richesses, en dehors d'un certain confort et d'un accroissement de la consommation non productive. On peut citer à titre d'exemple quatre secteurs :

- D'abord l'agriculture et l'hydraulique qui ont englouti des investissements colossaux : il va falloir passer au stade du développement de surfaces exploitables à grande échelle, à l'amélioration des rendements et de la qualité, à l'agro-industrie, en ayant comme objectif la sécurité alimentaire et pourquoi pas l'exportation.

- Routes, aéroports, ports, zones d'activités industrielles : il va falloir les compléter avec des activités créatrices de valeurs ajoutées, et en finir avec leur exploitation pour le confort, le prestige, et l'import-import.

- Etablissements de formation : il va falloir passer à l'amélioration et même l'obligation du niveau de formation en privilégiant la qualité et non la quantité.

Cela devrait passer par un partenariat universités-entreprises pour introduire non pas seulement le savoir mais surtout le savoir-faire. La formation professionnelle devrait aussi constituer la priorité dans les programmes à venir.

- La consommation énergétique a connu un accroissement effrayant qui fait de l'Algérie un des pays les plus énergivores, mais sans retour de transformation de cette énergie en production industrielle ou agricole exportable.

La sécurité énergétique du pays nécessite la mise en œuvre urgente d'une politique énergétique basée sur une transition vers les énergies renouvelables, qui assurera elle-même non seulement la disponibilité de l'énergie dont auront besoin tous les secteurs à développer, mais surtout la possibilité de consacrer encore pendant plusieurs années une bonne partie de la rente aux autres besoins économiques et sociaux incompressibles parce que la sortie de la dépendance des hydrocarbures de notre économie ne se fera pas avant 10 années au moins.

De la nécessité de placer l'entreprise au cœur du développement économique

Il est temps d'en finir avec le soutien des entreprises publiques budgétivores auxquelles il faut imposer une fois pour toutes des obligations de résultat, de dissolution ou de privatisation pure et simple, encore faut-il que cela soit possible.

- Pour cela, il faut mettre en place de véritables contrats de performance impliquant non seulement les gestionnaires dont il faut quand même libérer l'initiative, mais aussi les travailleurs et

sûr par des découvertes parfois exceptionnelles, d'autres fois en grand nombre mais dont les volumes sont de plus en plus faibles et surtout de plus en plus complexes à découvrir et à exploiter. La période du pétrole et du gaz pas chers est bien finie. D'où l'avènement des hydrocarbures non conventionnels qui viennent confirmer ce constat.

- On constate aussi que les ressources en hydrocarbures non conventionnels obéissent à peu près aux mêmes critères de répartition que les hydrocarbures conventionnels, ce qui est techniquement très logique, puisqu'on les appelle souvent «hydrocarbures de roches mères», pour la simple raison que ce sont ces roches mères qui ont généré les hydrocarbures conventionnels dont l'exploitation est en cours depuis un siècle.

Les volumes ou plutôt les molécules qui demeurent ainsi piégées dans les roches mères sont certes très importants et parfois même supérieurs aux volumes expulsés et piégés dans les réservoirs conventionnels, mais ils sont éparpillés sur d'énormes surfaces (égales à celles des roches mères), en faible densité, et par conséquent très complexes à produire, d'où la nécessité de technologies complexes (fracturation) et des taux de récupération entre 5 et 20%, selon qu'il s'agisse de pétrole liquide ou de gaz naturel.

- On constate enfin qu'en dehors de l'Amérique du Nord, l'essentiel des réserves prouvées conventionnelles est situé en dehors des régions qui en consomment le plus (Etats-Unis, Europe, Chine et Inde), et paradoxalement dans des régions aujourd'hui exportatrices, dont l'économie est fortement dépendante des hydrocarbures, mais aussi dont la consommation interne est en croissance rapide. L'énergie, quelle que soit sa source, étant le moteur du développement ; le monde étant devenu trop rapidement énergivore sans se soucier aussi bien du caractère non renouvelable de la principale ressource naturelle (hydrocarbures) exploitée à ce jour que des dégâts qui en découlent ; le fait qu'on s'aperçoive un peu en retard qu'une transition d'une énergie non renouvelable vers une autre alternative nécessaire non seulement une énorme avancée technologique mais surtout une période dont la durée pourrait être trop longue ; toutes les stratégies mises en œuvre actuellement sont basées sur :

- La possession ou le contrôle des ressources restantes entre 2020 et 2040.

- La maîtrise des technologies liées à leur exploitation.

- Et enfin le contrôle des mécanismes d'échange (marchés) et des voies de transit de ces ressources. A titre d'illustration, il est intéressant de rappeler le contenu d'une étude réalisée aux Etats-Unis en 2011 par plusieurs experts en collaboration avec l'Institut James A. Baker III Institute for Public Policy, Rice University. Cette analyse, intitulée «Shale Gas and U.S. National Security», a mis en relief les répercussions géopolitiques suivantes du développement du

la Russie, l'Iran et le Venezuela, dont l'offre pourrait atteindre 33% en 2040 sans le gaz de schiste et seulement 26% avec le gaz de schiste.

6- Réduire l'opportunité pour le Venezuela de devenir un exportateur majeur de GNL, et éviter la dépendance de l'Europe et de l'hémisphère ouest du Venezuela.

7- Réduire la dépendance du gaz du Moyen-Orient aussi bien des Etats-Unis que de la Chine, pour éviter une compétition entre eux en tant que plus gros consommateurs d'énergie.

Est-ce qu'il y a vraiment de quoi s'inquiéter ? La sérénité affichée est-elle justifiée ou cache-t-elle de graves préoccupations qui sont ou non prises en charge ? Est-ce que ce genre de situations était prévisible et aurait-on pu s'y préparer avec les remèdes qu'il faut ?

8- Réduire la capacité de l'influence diplomatique iranienne à travers l'énergie en tant que moyen de renforcement de sa puissance régionale et ses ambitions nucléaires. Voilà donc pourquoi la scène énergétique mondiale est en train de changer, et changera de plus en plus rapidement :

- A l'avantage de ceux qui consomment le plus d'énergie mais se préparent déjà à traverser une transition énergétique basée sur le contrôle des ressources, des échanges (marchés), et des voies de transit, la diversification des sources d'énergie, la réduction des consommations, et la maîtrise des technologies en adéquation avec ces objectifs.

- Au détriment de ceux qui ne font rien de tout ça, surtout quand ils disposent de ressources abondantes consacrées à assurer une rente et un confort éphémères.

L'Algérie est-elle préparée aux défis qui l'attendent ?

Depuis quelques années, et à chaque fois que le poids des hydrocarbures ou tout simplement le marché pétrolier sont l'objet de la moindre crainte ou incertitude d'avenir, il s'instaure un débat de sourds entre, d'une part, une société civile dont l'élite s'inquiète, le citoyen panique, et d'autre part, des institutions qui tentent d'afficher une sérénité dans l'objectif de rassurer le citoyen en question. Est-ce qu'il y a vraiment de quoi s'inquiéter ? La sérénité affichée est-elle justifiée ou cache-t-elle de graves préoccupations qui sont ou non prises en charge ? Est-ce que ce genre de situations était prévisible et aurait-on pu s'y préparer avec les remèdes qu'il faut ?

Les avis et les analyses, qu'ils viennent d'experts ou des institutions, sont tellement divergents et aléatoires que le citoyen finit par croire qu'il évolue dans une suite de tunnels sans issues de secours, heureusement séparés par des tronçons à l'air libre. Il y a par conséquent de quoi s'inquiéter ne serait-ce qu'au sujet de ce parcours imposé dont le citoyen n'arrive pas à en voir le bout malgré toutes les assurances délivrées.

Commençons par répondre à la dernière

projets non générateurs d'emplois y compris dans le secteur des hydrocarbures, à moins que cela ne se fasse en partenariat avec un risque financier pris en charge par le partenaire. - Restriction des importations en imposant des normes très strictes pour tout ce qui est énergivore, et en avantageant la production nationale. - Révision ou report de certains transferts sociaux qui ne concernent pas les couches les plus défavorisées.

C'est une forme de sacrifice qui est valable aussi pour le citoyen en général à qui on doit expliquer que le sacrifice ne signifie pas recevoir moins. Il s'agit simplement de consommer

Pour cela il faut des capacités et des compétences managériales exceptionnelles, qui nécessitent elles-mêmes des managers exceptionnels, et par conséquent des pouvoirs et une autonomie de décision exceptionnels. Il faut donc en finir avec les cycles répétitifs de restructuration et de réorganisation qui n'ont consisté, à ce jour, qu'à des modifications d'organigrammes et de structures de rattachement à telle ou telle institution (administrative ou politique) qui n'a rien à voir avec l'entrepreneuriat.

moins, de gâcher moins, de remettre à plus tard son désir et se contenter du minimum quand il y va de l'intérêt général et celui de son pays. C'est, certes, difficile après tant d'années au cours desquelles on s'est tous habitué au confort pas cher, au tout gratuit, au crédit et à la facilité, mais il y va de l'avenir de tous. Beaucoup diront «pourquoi maintenant et qu'a-t-on fait depuis 50 ans ?». Hélas, regarder derrière ne nous avancera pas à grand-chose, et a-t-on sincèrement une autre solution (économique bien sûr) ? J'en doute.

De la nécessité de bâtir une économie indépendante des hydrocarbures

On a pris du retard mais il n'est pas trop tard, et la crise pétrolière qui semble durer dans le temps devrait être l'occasion ou jamais d'affecter une bonne partie de la rente pétrolière au développement d'activités dans les secteurs créateurs de nouvelles richesses. L'Etat a énormément investi depuis une décennie dans des